

Déclaration de ministre

Je l'ai toujours dit, je l'ai dit encore vendredi soir dernier ici, à la Chambre, à l'occasion du débat sur l'Afrique—et la ministre nous le dit à la page trois de son discours, à l'occasion de la réunion des villes et cités—je le dis et je le répète: Que lorsque les Canadiens sont bien informés ils sont toujours à l'avant-garde de leur gouvernement, quelles que soient les allégeances politiques des gouvernements. Il s'agit de bien renseigner la population. Il s'agit de bien sensibiliser la population. Et lorsque nous renseignons nos Canadiens, et lorsque nous les informons de certaines situations, les Canadiens seront toujours et ont toujours été capables de faire preuve de plus de largesses, de plus de compréhension et de plus d'ouverture que n'importe quel gouvernement que ce soit.

Donc, je me joins, au nom de mon parti, à cette déclaration. Nous espérons voir énormément d'initiatives à l'occasion de cette Année, et que cette Année ne soit pas simplement une Année encore Internationale des Nations Unies sur un sujet donné. Moi je crois que nous devons être des activistes dans ces questions-là. Qui a entendu parler au Canada que cette année—et je termine—c'était l'Année Internationale de la paix?

On proclame une Année, on fait de belles déclarations, on s'assoit et on est content. On a fait notre part. Moi je crois, et je vois la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} MacDonald), elle fait partie de ce groupe d'activistes, de gens qui veulent faire plus. C'est quotidiennement qu'il faut réfléchir à ces questions, c'est continuellement qu'il faut être préoccupés. Quant à moi, et au nom de mon parti, je veux vous dire que nous avons cette préoccupation, mais je souhaite qu'elle se répande partout, il s'agit d'une question dépolitisée ce matin, donc, je remercie la ministre, une fois de plus, d'avoir bien voulu nous donner préavis dès vendredi de cette déclaration. Je souhaite que ses collègues, les autres ministres, fassent de même et je peux l'assurer qu'elle aura notre appui dans toute initiative qui sera à la hauteur de la réputation du Canada dans le monde entier.

● (1110)

[Traduction]

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai le profond regret de vous dire combien je suis déçu par la déclaration de la ministre au nom du gouvernement sur la façon dont le Canada a l'intention de marquer l'Année internationale du logement des sans-abri.

La ministre nous a dit que le gouvernement avait l'intention de participer à une conférence parrainée par le Comité canadien du Conseil international du bien-être social et l'Association canadienne du logement et de la rénovation. Je dois dire bien à regret que cela me fait penser au genre de réaction du précédent gouvernement face aux problèmes sociaux urgents. C'est tout ce que le gouvernement a comme politique à nous annoncer.

La ministre a aussi souligné la gravité du problème du logement et du problème des sans-abri dans de nombreux pays du monde. Elle nous a raconté ses visites dans des camps de réfugiés, des taudis et des *favelas* dans les villes du tiers monde. Il

est certain que le problème des sans-abri se pose de façon dramatique dans le tiers monde.

J'estime toutefois personnellement qu'il y a des gens au Canada qui seraient prêts à échanger notre climat contre celui de certaines villes du tiers monde et de certaines *favelas* contre leurs conditions de logement au Canada. Il est inadmissible que nous ne reconnaissons pas le fait que les sans-abri ne sont pas seulement une réalité des pays étrangers, mais que c'est aussi une réalité de notre pays. De plus en plus de Canadiens vivent dans la pauvreté et de plus en plus de gens ne savent pas comment ils vont manger demain ou le mois prochain. Il y a eu une énorme augmentation du nombre des banques alimentaires dans presque toutes des grandes villes du Canada. Ces banques alimentaires nourrissent actuellement des dizaines de milliers de familles tous les mois dans les grandes villes comme Ottawa, Vancouver, Edmonton, Toronto et Halifax, ce qui montre bien à quel point la pauvreté s'est aggravée au Canada par rapport à ce que nous connaissions il y a seulement quelques années. Environ 4.5 millions de Canadiens vivent dans la pauvreté. Il y en a 800,000 de plus depuis le début des années 1980, et la situation est en voie d'aggravation, et non d'amélioration.

Permettez-moi d'évoquer ma propre situation, en tant que représentant d'une circonscription située à deux pas de la colline du Parlement. La notion de sans-abri pour moi n'est pas un concept abstrait évoquant l'Afrique, l'Amérique latine ou l'Asie; c'est une réalité ici même. Les sans-abri se retrouvent sur le mail et dans le centre Rideau en hiver. Les braves citoyens d'Ottawa se plaignent de ces gens-là, mais s'ils sont là, c'est qu'ils n'ont pas d'autre endroit où être au chaud et à l'abri en hiver. Avec de la chance, ils réussissent à se trouver un abri pour la nuit.

On se souviendra du choc éprouvé par les habitants de Toronto et du Canada en apprenant que Drina Joubert était morte de froid en décembre dernier. Cette tragédie a montré de façon percutante comment une femme venant d'un bon milieu pouvait être acculée à la pauvreté la plus abjecte et finalement à la mort, victime des failles de notre système.

Vingt mille à 40,000 personnes vivent actuellement dans la rue au Canada. De nombreux Canadiens vivent dans des conditions de logement qui laissent tragiquement à désirer. Songeons notamment à nos autochtones. Les étrangers qui voient le Canada critiquer les actions d'autres pays nous considèrent comme des tartuffes vu notre attitude vis-à-vis de notre propre population autochtone. J'ai l'impression qu'ils n'ont pas tort. A titre d'exemple, près de la moitié des logements indiens des Territoires du Nord-Ouest ont plus d'une personne par pièce. Un peu plus de la moitié des logements indiens du Yukon n'ont pas le chauffage central. Un tiers des logements indiens des Territoires du Nord-Ouest ont besoin de réparations majeures. Cette réalité, c'est la réalité du Canada.

J'invite aussi instamment que possible le gouvernement à ne pas s'en tenir à une simple conférence sur les sans-abri. Je l'invite à s'engager avant les élections de 1988 à faire disparaître le problème des sans-abri au Canada. Nous avons les ressources voulues pour le faire, à condition d'en avoir la volonté politique.